

Royaume du Maroc

المملكة المغربية



المنذوية السامية للتخطيط
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

BUDGET ECONOMIQUE PREVISIONNEL 2008

Janvier 2008

SOMMAIRE

SYNTHESE.....	2
1. L'environnement international.....	7
1.1. La croissance économique mondiale	7
1.2. L'évolution des prix internationaux	10
1.3. L'impact de l'environnement mondial sur l'économie marocaine	12
2. La croissance économique nationale en 2007	14
2.1. Les activités non agricoles.....	15
2.2. Le secteur primaire	16
2.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut	17
3. Les perspectives de l'économie nationale en 2008.....	19
3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions.....	19
3.2. La croissance économique.....	20
3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires	21
3.2.2. Le secteur primaire	24
3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut	25
4. Le financement de l'économie.....	31
4.1. L'épargne nationale	31
4.2. Les finances publiques	32
4.3. Les finances extérieures.....	34
4.4. La masse monétaire et ses contreparties.....	35
ANNEXES STATISTIQUES	37

SYNTHESE

Comme chaque année en février, le Haut Commissariat au Plan procède à la révision des prévisions du budget économique exploratoire publié au mois de juin. Tel est l'objet du budget économique prévisionnel qui présente les nouvelles perspectives de l'économie marocaine pour l'année 2008. Il se réfère, ainsi, aux résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan durant le deuxième semestre 2007, notamment en matière de production, des prix, d'investissement et de financement. Il intègre, également, les résultats des simulations de l'impact des dispositions fiscales et budgétaires de la loi de finances 2008 adoptée par le Parlement en décembre 2007, ainsi que les principales perspectives de l'économie mondiale.

L'environnement international

Selon les experts des différents organismes internationaux, notamment, le Fonds Monétaire International, la Commission Européenne, la Banque Mondiale et l'Organisation de la Coopération et de Développement Economique (OCDE), la conjoncture internationale serait marquée en 2008 par le net ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis d'Amérique, au Japon et dans la zone Euro, principal partenaire commercial du Maroc. Toutefois, les pays émergents et en développement, notamment la Chine et l'Inde, maintiendraient leur expansion vigoureuse observée depuis quelques années.

L'économie américaine enregistrerait, ainsi, une croissance de 1,5% au lieu de 2,2% en 2007 et 2,9% en 2006, sous l'effet de la conjoncture défavorable que connaissent les secteurs de l'immobilier et de l'industrie, le marché de l'emploi et la consommation.

De son côté, la zone Euro réaliserait une croissance au dessous de son potentiel économique, de l'ordre de 1,6% au lieu de 2,6% en 2007, et le Japon une croissance de 1,5% au lieu de 1,9% en 2007. Quant aux pays émergents et en développement, soutenus particulièrement par la vigueur de leurs demandes intérieures et leurs exportations, ils devraient dégager une croissance économique d'environ 6,9% au lieu de 7,8% en 2007.

Par ailleurs, la parité euro/dollar continuerait son appréciation pour se situer à 1,42 au lieu de 1,37 en 2007. Les cours des matières premières, notamment le pétrole brut et certains produits alimentaires, de leur côté, poursuivraient leur renchérissement. Le cours moyen du pétrole brut s'établirait à 84 dollars/baril en 2008 au lieu de 71,2 dollars estimé pour 2007 et 64,3 dollars en 2006. Les prix des autres produits non énergétiques, qui se sont accrus de 24,5% en 2006 et 15,3% en 2007 sur le marché international, connaîtraient une légère baisse en 2008, laquelle ne compenserait pas, cependant, les hausses des années antérieures.

L'évolution de l'économie nationale

L'économie nationale serait légèrement affectée par cet environnement international globalement défavorable. Les prix à l'importation resteraient élevés et la demande mondiale adressée au Maroc serait en ralentissement, passant d'une augmentation de 7,6% estimée pour 2007 à près de 5,6% en 2008.

Toutefois, l'activité économique nationale bénéficierait d'un ensemble de facteurs favorables durant l'année 2008. La campagne agricole 2007-2008 s'annonce prometteuse, bénéficiant de conditions climatiques satisfaisantes, ce qui permet de retenir l'hypothèse d'une production moyenne de l'ordre de 60 millions de quintaux pour les cultures céréalières au lieu de 20 millions en 2006-2007. Le secteur primaire s'accroîtrait, ainsi, de 12,5% au lieu d'une baisse de 19,4% estimée pour 2007.

De même, les activités non agricoles continueraient leur dynamisme observé depuis quelques années, particulièrement les services marchands (tourisme, transport, activités financières), le bâtiment et travaux publics (BTP) et les industries de transformation. Dans ce contexte, la valeur ajoutée non agricole (non compris les impôts nets des subventions sur les produits (ISP)) s'accroîtrait à un rythme soutenu, de l'ordre de 5,2% au lieu de 5% estimé pour 2007. Le secteur secondaire (industries, bâtiment et travaux publics, mines et énergie) augmenterait de 5,8% et les services (commerce, transport, hébergement et restauration, activités financières, autres services non marchands) de 4,8%. Quant aux ISP, ils réaliseraient une hausse de 6% au lieu de 10,3% estimée pour 2007, ralentissement qui serait induit par la baisse prévisible du rythme d'accroissement des importations.

Cette situation serait confortée par l'évolution favorable des investissements et de la consommation des ménages et des administrations publiques. La politique budgétaire adoptée, pour cette année, se veut expansive, notamment en matière d'investissements publics, de dépenses de soutien des prix à la consommation des produits énergétiques et alimentaires et des dépenses de fonctionnement salariales induites par l'importance des recrutements prévus. Cette politique serait accompagnée par des mesures d'ordre fiscal, mises en œuvre dans ce cadre, particulièrement, les révisions à la baisse de l'impôt sur les sociétés (IS) et la réduction progressive des droits de douane en application des accords internationaux.

Au niveau du financement de l'économie, notamment en faveur de l'investissement et de la consommation, il continuerait de profiter de la consolidation des flux de capitaux en provenance du reste du monde, notamment les transferts des Marocains résidant à l'étranger, les investissements directs étrangers et les recettes touristiques.

Globalement, l'économie nationale réaliserait une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 2,2% en 2007 et 6,1% en 2008. Elle serait marquée, toutefois, par une légère accentuation de l'inflation. Le prix implicite¹ du PIB s'accroîtrait de 3% au lieu de 2,3% estimé pour 2007. Ce taux aurait pu être bien supérieur si ce n'était les efforts consentis par les pouvoirs publics pour absorber l'inflation importée et les effets, parfois inflationnistes, de l'afflux massif de capitaux en provenance de l'étranger.

Au niveau des emplois du PIB, il est à souligner que la croissance économique en 2008 serait tirée davantage par la demande intérieure et la demande du tourisme international. Ainsi, la formation brute du capital fixe (FBCF) dépasserait, pour la première fois, le seuil de 200 milliards de dirhams, en augmentation de 12,8% en 2008 et représenterait 32,2% du PIB. De son côté, la consommation finale des ménages résidents s'accroîtrait de 8,7% et celle des ménages non résidents (touristes étrangers) continuerait de s'inscrire dans son sentier ascendant amorcé depuis quelques années et dégagerait une amélioration au même rythme que l'année 2007, de l'ordre de 12%. Globalement, la demande finale intérieure contribuerait pour 8 points à la croissance en 2008 au lieu de 6 points en 2007.

Quant aux échanges extérieurs de biens et services, leur contribution demeurerait négative, bien qu'atténuée, en s'établissant à -1,9 point en 2008 au lieu de -3,8 points en 2007. Le solde des échanges extérieurs devrait enregistrer un déficit de l'ordre de 12% du PIB au lieu de 11,1% en 2007.

En matière de financement, l'épargne nationale atteindrait 33,4% du PIB au lieu de 33,1% en 2007, en raison de l'amélioration du revenu national brut disponible, de l'ordre de 9,4%, soutenue par la consolidation des revenus nets en provenance du reste du monde.

¹ Ce taux correspond au prix implicite du PIB et constitue un meilleur indicateur de l'inflation que l'indice du coût de la vie qui mesure l'évolution des prix d'un panier de produits pour des ménages à revenu modeste.

Toutefois, ce niveau d'épargne serait légèrement inférieur à celui de l'investissement brut (FBCF plus variation des stocks) dont le taux se situerait à 35,1% du PIB au lieu de 34,1% en 2007. Le compte épargne-investissement dégagerait, en conséquence, pour la deuxième année consécutive, un léger besoin de financement d'environ 1% et 1,7% du PIB, respectivement en 2007 et 2008 au lieu des excédents successifs réalisés depuis la fin des années quatre vingt dix.

Parallèlement, les finances publiques, malgré la politique budgétaire expansive (fonctionnement et investissement) retenue pour 2008, se caractériseraient par un déficit global de l'ordre de 3,1% du PIB au lieu de 1,9% en 2007 et 1,6% en 2006.

Le marché monétaire, de son côté, serait marqué par la persistance de la surliquidité bancaire, sous l'effet de la forte hausse des avoirs extérieurs. Le taux de liquidité atteindrait 111% au lieu de 107% en 2007 et 96,6% en 2006. Dans ce cadre, les crédits à l'économie, qui se sont accrus de 28,7% en 2007 au lieu de 16,3% en 2006, seraient en léger ralentissement en 2008, en prenant en considération les objectifs annoncés par Bank Al Maghrib en matière d'inflation.

Au terme de ces prévisions, il convient de noter que les estimations de la croissance économique nationale pour 2007 seront actualisées par le Haut Commissariat au Plan (HCP) au printemps 2008 lors de l'arrêté des comptes de la nation. Les perspectives économiques de 2008, quant à elles, seront révisées, comme il est indiqué plus haut, dans le cadre de l'élaboration du budget économique exploratoire pour l'année 2009.

1. L'environnement international

L'économie mondiale serait marquée par un net ralentissement de sa croissance en 2008, suite aux effets de la propagation des difficultés qu'a connues le secteur de l'immobilier aux Etats-Unis d'Amérique à travers les marchés financiers vers d'autres régions, notamment l'Europe occidentale et le Japon. Cette situation serait exacerbée par la poursuite du renchérissement des cours du pétrole brut sur le marché international. Les prix des autres produits non énergétiques connaîtraient une légère baisse qui ne compenserait pas, toutefois, la hausse accentuée des années antérieures.

1.1. La croissance économique mondiale

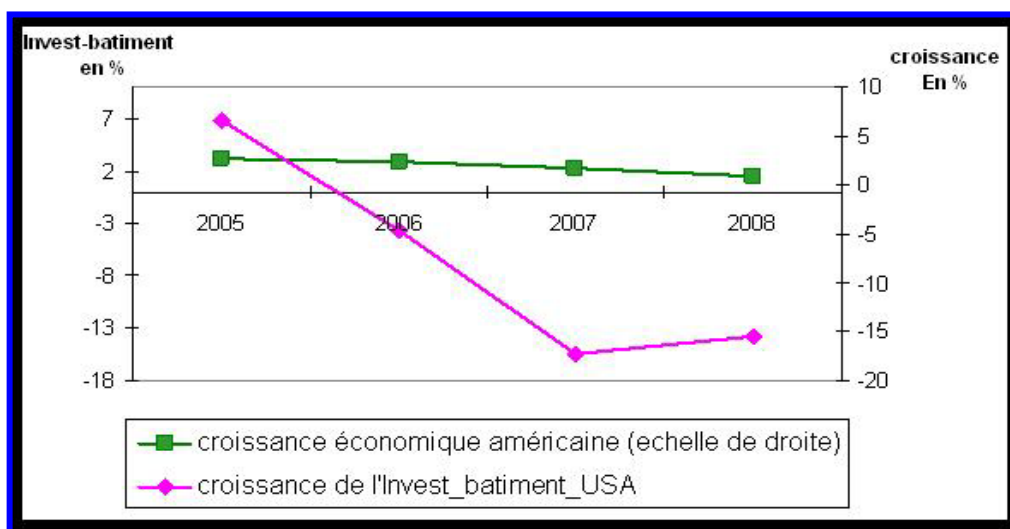
La croissance économique mondiale atteindrait 4,1% en 2008 au lieu de 4,9% estimée pour 2007. Ce léger ralentissement est attribuable à la révision à la baisse de la croissance des économies avancées notamment les Etats-Unis d'Amérique, le Japon et la zone Euro. Il convient de souligner que la croissance mondiale aurait pu être plus faible si ce n'était la consolidation de l'activité économique des pays émergents et en développement, notamment de l'Asie qui s'accroîtrait, globalement, de 8,6% en 2008 au lieu de 9,6% en 2007.

➤ Les Etats–Unis d'Amérique

Le ralentissement de l'économie américaine serait plus affirmé en 2008 et sa croissance ne pourrait pas dépasser 1,5% au lieu de 2,2% en 2007. Cette situation serait due au recul de la consommation des ménages, suite à la baisse de leurs revenus affectés par le fléchissement des rendements immobiliers et boursiers et par la baisse de l'emploi. Par ailleurs, le secteur de l'immobilier, qui a largement contribué à la croissance économique des Etats-Unis durant les deux dernières décennies, n'arrive plus à la soutenir aujourd'hui, en raison du repli de l'investissement résidentiel et des ventes de logements neufs.

Cette évolution défavorable du bâtiment affecterait la formation brute du capital fixe dans son ensemble qui serait en baisse de 0,9% en 2008 après celle de 1,6% en 2007, au lieu d'une hausse de 4,9% en moyenne annuelle durant la période 1992-2006.

Graphe n°1 : Evolution de l'investissement dans le bâtiment et de la croissance économique aux Etats-Unis d'Amérique



Cependant, la consolidation du dynamisme des exportations américaines, sous l'effet de la dépréciation du dollar par rapport à l'euro, continuerait de soutenir la croissance économique en 2008, à travers le maintien de la contribution des échanges extérieurs au niveau de 0,4 point à la croissance, alors que celle de la demande intérieure se réduirait à 1,1 point.

➤ Le Japon

Après une croissance ascendante enregistrée en 2005 et 2006, l'économie japonaise s'est inscrite dans une tendance baissière avec un rythme de croissance de 1,5% en 2008 au lieu de 1,9% en 2007 et 2,4% en 2006.

La baisse de confiance des ménages et des entreprises, notamment, au niveau du secteur de l'immobilier, conjuguée au recul de la demande américaine pour les exportations japonaises, explique en grande partie ce revirement de tendance.

➤ **La zone Euro**

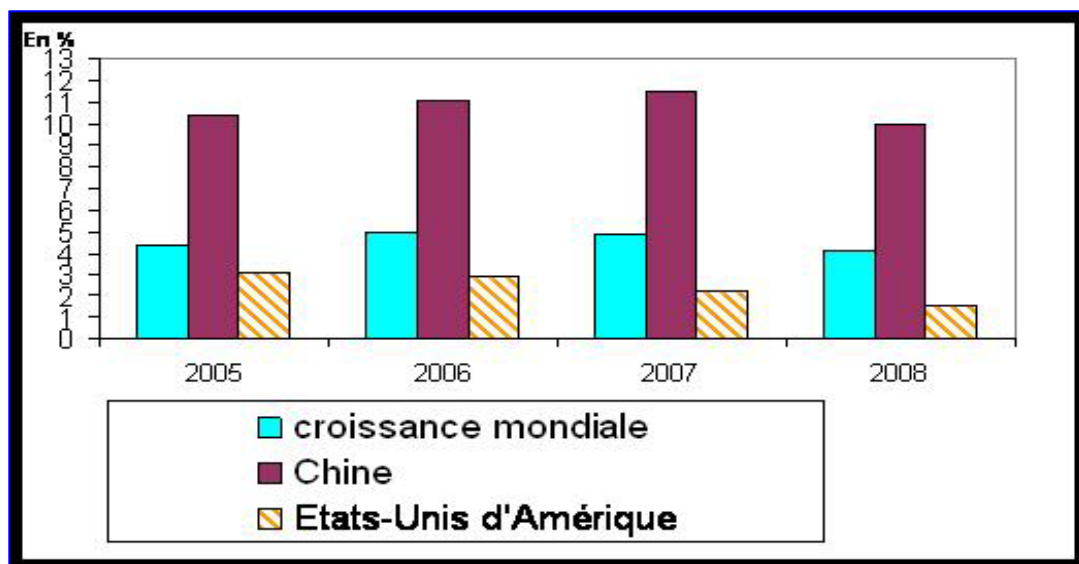
Après deux années de forte croissance, l'économie de la zone Euro s'accroîtrait en 2008 à un rythme au dessous de son potentiel, soit 1,6% au lieu de 2,6% enregistré en 2007. Ce ralentissement de l'activité économique proviendrait d'une modération de la progression de l'investissement et de la consommation des ménages, ainsi que d'une baisse de la contribution du commerce extérieur à la croissance. La zone Euro devrait subir, également, les effets négatifs de la hausse des prix, de l'appréciation continue de la monnaie européenne (euro) par rapport au dollar américain, ainsi que de l'instabilité des marchés financiers engendrée par les pertes enregistrées par les banques européennes engagées dans le financement de l'immobilier aux Etats-Unis d'Amérique. Le ralentissement de l'économie américaine se traduirait, en outre, par un fléchissement du rythme de croissance de la demande extérieure adressée à la zone Euro en 2008.

➤ **Les économies émergentes et en développement d'Asie**

Les économies émergentes et en développement d'Asie devraient consolider leurs performances enregistrées depuis quelques années, malgré un léger ralentissement de leur croissance en 2008, soit 8,6% au lieu de 9,6% en 2006 et 2007. En particulier, l'économie chinoise a réalisé une croissance économique de 11,4% en 2007, soit le niveau le plus élevé jamais atteint par cette économie, et qui devrait se poursuivre en 2008 à un rythme légèrement inférieur prévu à 10%. Ce rythme très élevé a permis à la Chine de contribuer avec une grande part à la croissance mondiale, en terme de parité de pouvoir d'achat, devançant pour la première fois les Etats-Unis d'Amérique.

Les investissements substantiels et les exportations continueraient de soutenir la croissance chinoise, malgré les politiques de stabilisation mises en oeuvre pour atténuer la surchauffe de l'activité économique.

Graphe n°2 : Evolution de la croissance économique mondiale de la Chine et des Etats-Unis d'Amérique



➤ L'Afrique

A l'inverse des autres régions, l'activité économique en Afrique continuerait de progresser à un rythme soutenu, en passant de 6% en 2007 à 7% en 2008. Ce dynamisme s'explique particulièrement par la consolidation de la croissance au Maghreb et par les performances économiques de l'Afrique subsaharienne. Cette dernière profite largement de la hausse des cours des matières premières sur les marchés internationaux.

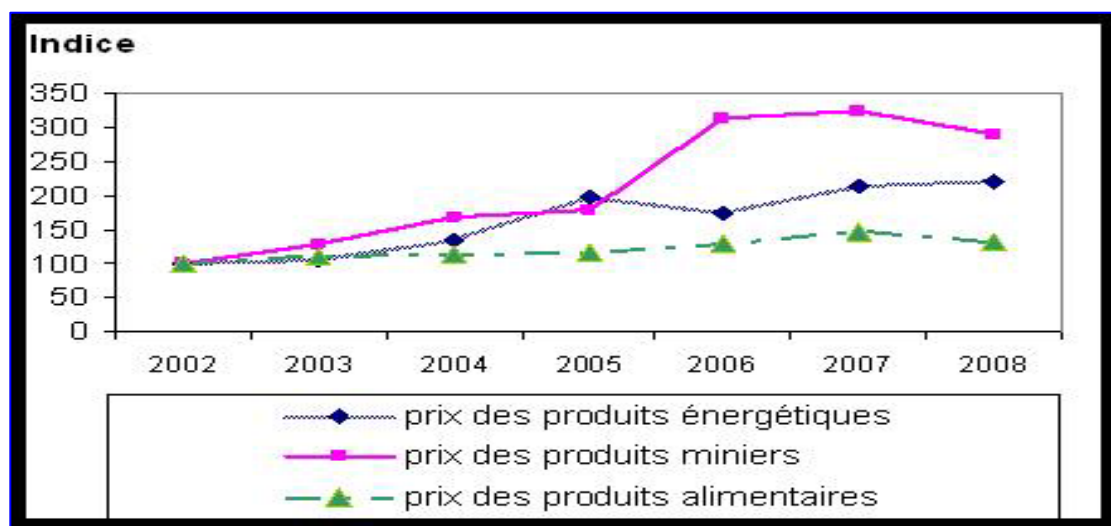
1.2. L'évolution des prix internationaux

Selon les perspectives de la Banque Mondiale publiées au mois de janvier 2008, le cours moyen du pétrole brut serait de 84 dollars/baril en 2008 au lieu de 71,2 dollars estimé pour 2007.

De même, les prix des produits alimentaires et miniers, qui ont enregistré des expansions durant les années 2006 et 2007, respectivement de 24,5% et 15,3%, accuseraient une légère baisse de 0,7% en 2008.

Quant à la parité euro/dollar, elle continuerait son appréciation pour se situer à 1,42 en 2008 au lieu de 1,37 en 2007. Cette tendance permettrait de compenser une partie de la hausse des prix du pétrole libellé en dollar américain. En plus des facteurs structurels liés à l'expansion de la demande énergétique et aux contraintes liées à l'offre, la dépréciation du dollar américain pourrait être considérée comme un autre facteur du renchérissement actuel des prix du pétrole. En effet, la faiblesse du dollar réduit la valeur globale des exportations de pétrole que les pays producteurs essaieraient de récupérer à travers des restrictions sur la production pour augmenter les prix.

Graphe n°3 : Evolution des indices des prix des matières premières (Base 100, janvier 2002)



Toutefois, ces évolutions n'auraient pas d'effets majeurs sur l'inflation des pays développés, suite au durcissement des conditions de financement mené par la majorité des banques centrales à l'exception de celle des Etats-Unis d'Amérique.

Cette dernière s'est engagée dans une tendance baissière de ses taux d'intérêt, passant de 5,2% à 3%, dans le but de relancer l'activité économique et d'éviter un ralentissement aigu de l'économie américaine.

Dans ces conditions, les prix à la consommation se stabiliseraient aux environs de 2% en 2008 dans les pays avancés, alors que les pays émergents et en développement devraient faire face à la persistance de tensions inflationnistes dont le taux atteindrait 5,3% en 2008.

Le commerce mondial, quant à lui, devrait subir les effets négatifs du ralentissement de la croissance économique en 2008. Son rythme de progression est prévu à 7,4% en 2008 au lieu de 8,7% en 2007.

1.3. L'impact de l'environnement mondial sur l'économie marocaine en 2008

- Le ralentissement prévu de la croissance économique mondiale en 2008, notamment celle de la zone Euro, principal partenaire commercial du Maroc, affecterait l'évolution de la demande mondiale adressée au pays. Celle-ci enregistrerait une baisse de son rythme de croissance en 2008 d'environ 2 points par rapport à celui réalisé en 2007. Les exportations marocaines ont réalisé en 2007 une amélioration de 7%, en recul par rapport à celles de 2005 et 2006, de l'ordre de 13% par an. L'hypothèse retenue pour l'évolution des exportations en 2008, qui reste optimiste étant donné la conjoncture internationale défavorable, consiste à consolider le rythme d'accroissement enregistré en 2007.
- L'une des grandes préoccupations du Maroc, à l'instar des autres pays non producteurs de pétrole, est la flambée continue des cours des produits énergétiques qui accentuerait son déficit commercial à travers la hausse des

importations, ainsi que le déficit du budget de l'Etat par la progression des charges issues des subventions des prix à la consommation.

L'hypothèse, sous-tendant les perspectives établies dans le cadre du budget économique prévisionnel 2008, suppose un cours du pétrole brut de l'ordre de 84 dollars/baril. Or, les perspectives économiques, retenues pour l'élaboration du budget de l'Etat de 2008, sont établies sur la base d'un cours de 75 dollars/baril. Dans ce cas de figure, une partie de l'inflation importée ne serait pas prise en charge par la compensation et affecterait, en conséquence, la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages.

Toutefois, la dépréciation du billet vert américain par rapport à l'euro se traduirait par une légère appréciation du dirham marocain vis-à-vis du dollar et permettrait d'atténuer, en partie, l'effet du renchérissement du pétrole brut sur les prix à l'importation des produits énergétiques.

- Dans le cas où l'Etat prendrait en charge cette hausse des prix pour réduire l'effet de l'inflation importée sur les prix intérieurs, la compétitivité de l'économie marocaine serait maintenue et la croissance économique nationale de 2008 pourrait être améliorée.

2. La croissance économique nationale en 2007

Les travaux² de suivi et d'analyse de la conjoncture économique menés par le Haut Commissariat au Plan ont permis d'estimer la croissance économique nationale à 2,2% en 2007. Cette progression reste modeste en comparaison avec la croissance de 8% réalisée en 2006. Toutefois, la valeur ajoutée des secteurs non agricoles a consolidé son rythme d'accroissement estimé à 5%, alors que le secteur primaire a dégagé une valeur ajoutée en baisse de 19,4%, suite aux mauvaises récoltes des cultures céréalières en 2006-2007, situées à 20,4 millions de quintaux.

Les performances des activités non agricoles ont été réalisées dans un environnement international marqué par le dynamisme de l'économie mondiale en dépit des turbulences financières engendrées par la crise du secteur de l'immobilier aux Etats-Unis d'Amérique, ainsi que par la poursuite du renchérissement des prix des produits alimentaires, énergétiques et miniers. Ces activités étaient soutenues par l'intervention substantielle de l'Etat pour atténuer l'impact de la hausse des prix à l'importation sur les prix intérieurs, ce qui a permis de maintenir le pouvoir d'achat des ménages et de stimuler la consommation. Elles ont également profité de l'importance des flux de capitaux extérieurs drainés par l'économie nationale, en particulier les investissements directs étrangers, les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) et les recettes générées par l'activité touristique.

Par ailleurs, le financement aussi bien bancaire qu'à travers les autres composantes du marché financier, conjugué à l'assouplissement des conditions d'accessibilité aux crédits, continue de soutenir les programmes d'investissements des agents économiques (les entreprises, les ménages et l'Etat).

² Pour plus d'informations, voir les notes de conjoncture publiées par l'Institut d'Analyse de la Conjoncture (INAC) relevant du Haut Commissariat au Plan.

Dans ce contexte, la formation brute du capital fixe (FBCF) s'est accrue de plus de 20 milliards de dirhams en 2007, représentant 31,2% du PIB. Les investissements directs étrangers ont atteint 33,4 milliards de dirhams au lieu d'une moyenne annuelle de 21 milliards de dirhams pendant les quatre dernières années. De même, les transferts des MRE et les recettes touristiques ont atteint, respectivement, 55 milliards et 59 milliards de dirhams. Par ailleurs, les crédits à l'économie ont enregistré une expansion de près de 29%, notamment en faveur de la consommation des ménages et de l'immobilier. Autant de facteurs qui montrent que l'économie nationale a bénéficié en 2007 d'un environnement favorable aux activités non agricoles marchandes.

2.1. Les activités non agricoles

Les activités non agricoles ont consolidé leur rythme de croissance en 2007, suite à la reprise des secteurs des mines et de l'énergie, et à la poursuite du dynamisme des industries de transformation, du bâtiment et travaux publics (BTP) et de certains services marchands, notamment, les télécommunications, le tourisme et les services financiers. Cette amélioration a été réalisée dans un environnement caractérisé par une modération de la demande globale et par une légère hausse du niveau général des prix attribuable aux effets de l'inflation importée.

Ainsi, au niveau du secteur secondaire, l'activité minière a bénéficié, comme il a été prévu, de la reprise de la demande étrangère pour les phosphates et ses produits dérivés, ainsi que pour les autres produits miniers dont les cours se sont inscrits en hausse sur le marché international.

L'activité énergétique, de son côté, a réalisé, malgré la hausse des prix du pétrole brut et son impact sur les prix des autres sources de l'énergie, notamment le charbon, une production en hausse d'environ 6% en 2007, grâce à l'amélioration de la production d'électricité et dans une moindre mesure celle du raffinage.

Les industries de transformation ont maintenu leur tendance à l'amélioration amorcée ces dernières années, particulièrement pour les industries métalliques, mécaniques, électriques et électroniques et les industries chimiques et parachimiques.

Parallèlement, l'activité du bâtiment et travaux publics continue de bénéficier de l'ampleur des investissements publics et du dynamisme des ménages et des entreprises en matière d'investissement résidentiel, soutenu par l'assouplissement des conditions de financement et la baisse des taux d'intérêts en faveur de l'immobilier. La valeur ajoutée dégagée par cette activité devrait augmenter selon un taux d'accroissement à deux chiffres.

Au niveau du secteur tertiaire, l'activité des services marchands reste caractérisée par l'expansion des activités touristiques. Le nombre de touristes étrangers a atteint 7,5 millions en 2007 au lieu de 6,8 millions en 2006, procurant ainsi des recettes des voyages en progression de 12%. Les performances des secteurs des télécommunications, des transports aériens et ferroviaires et des activités financières se sont poursuivies alors que le commerce et le transport routier ont été marqués par un léger ralentissement suite à la baisse considérable de l'activité agricole.

2.2. Le secteur primaire

L'année 2007 a connu des conditions climatiques défavorables, en particulier, pour les cultures céréalières dont la production s'est établie à 20,4 millions de quintaux, en régression de plus de trois quarts par rapport à 2006. Toutefois, les autres composantes du secteur primaire, en l'occurrence les cultures industrielles, l'élevage et la forêt ont pu consolider les niveaux de leur production.

Ces contre-performances de la production agricole, conjuguées à la flambée sans précédent des cours des produits alimentaires sur les marchés internationaux, ont pesé lourdement sur la balance commerciale du Maroc. Ainsi, pour couvrir la demande intérieure de blé, le volume importé a atteint 3,7 millions de tonnes au lieu de 1,8 million de tonnes en 2006. Cette situation, conjuguée à la hausse du cours moyen de la tonne importée du blé, qui s'est situé à 2498 dirhams au lieu de 1692 dirhams en 2006, a induit une progression des importations de ce bien d'environ 6 milliards de dirhams en 2007.

2.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut

Les estimations des réalisations macroéconomiques en 2007 font ressortir une amélioration de la consommation des ménages résidents de l'ordre de 7%, malgré la baisse des revenus agricoles. En effet, la consommation a été soutenue par la hausse des revenus des ménages générés par les activités non agricoles et par d'autres sources de revenus, notamment, les transferts des Marocains résidant à l'étranger (15,1%) et la hausse des crédits à la consommation (40%). La consommation des administrations publiques, pour sa part, a enregistré une hausse nominale estimée à 10,1% en 2007 au lieu de 4,6% en 2006, en relation avec l'augmentation des dépenses de fonctionnement non salariées de 10,8% en 2007.

Cette progression a permis à la consommation finale nationale de maintenir sa contribution à la croissance économique à 3,7 points, soit presque le même niveau enregistré en 2006. Quant à la contribution de l'investissement brut (FBCF plus variation des stocks), elle a atteint 2,3 points.

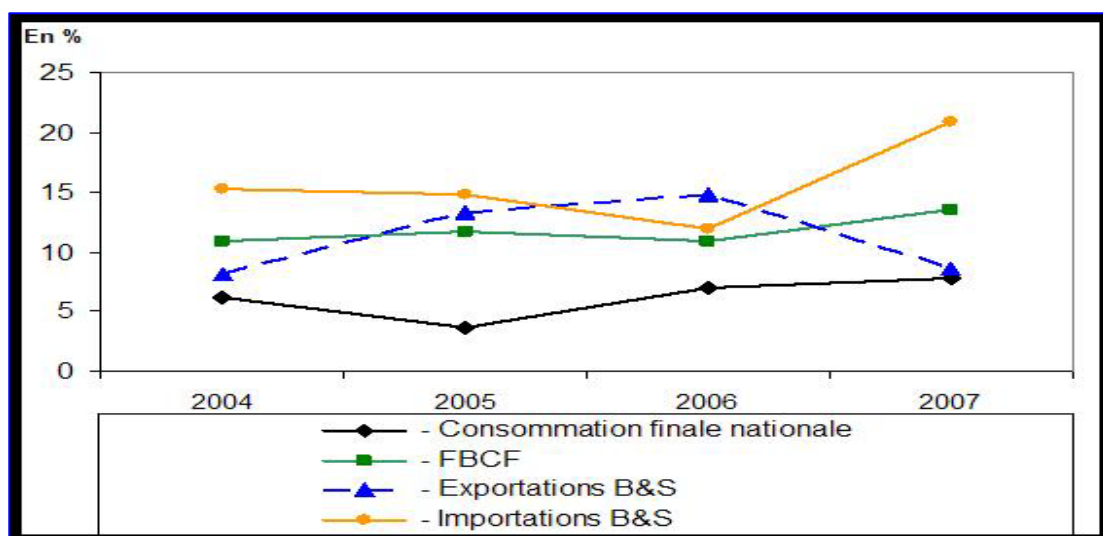
Cependant, les échanges extérieurs du Maroc ont été affectés par la flambée des prix des matières premières sur le marché international. Les importations de biens et services ont enregistré une forte expansion d'environ 21% au lieu de 14% en 2006, en raison, également, de la hausse des achats des produits alimentaires, en particulier

les céréales, des produits énergétiques et des biens de consommation et d'équipement.

Quant aux exportations de biens et services, leur rythme de croissance s'est ralenti en 2007 pour s'établir à 8,9% en terme nominal au lieu de 14,6% enregistré en 2006. Les recettes touristiques, considérées comme une exportation de services, n'ont augmenté que de 12% après la forte hausse de 28,2% en 2006. De même, les exportations de marchandises se sont établies à 7% au lieu d'une croissance annuelle moyenne d'environ 13% durant la période 2005-2006.

Compte tenu de cet écart élevé entre la hausse des importations et celle des exportations, la contribution négative du commerce extérieur s'est aggravée en 2007 en se situant à -3,8 points de croissance. Ainsi, l'importante contribution de la demande intérieure d'environ 6 points a été affaiblie par les contre performances des échanges extérieurs de biens et services.

**Graphe n°4 : Evolution des composantes du PIB
durant la période 2004-2007**



3. Les perspectives de l'économie nationale en 2008

L'économie nationale bénéficierait durant l'année 2008 d'une politique budgétaire expansive, d'une consolidation des flux de capitaux extérieurs et de conditions climatiques globalement favorables augurant de bons auspices pour l'ensemble des activités économiques. Cependant, l'environnement international serait plus contraignant avec le ralentissement prévisible de la croissance mondiale, le renchérissement des prix du pétrole brut et le maintien des prix élevés pour les autres produits non énergétiques.

3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions

La croissance économique nationale a été élaborée sur la base d'une série d'hypothèses ayant trait à la campagne agricole, aux finances publiques, au financement bancaire et aux facteurs extérieurs liés à l'environnement international.

- La campagne agricole 2007-2008 : l'hypothèse retenue consiste en la réalisation d'une production céréalière de 60 millions de quintaux et la consolidation de la production des autres cultures et de l'élevage.
- Les finances publiques : toutes les dispositions à caractère fiscal et non fiscal, ainsi que les actions de politique économique, retenues dans la loi de finances 2008, sont prises en considération pour l'établissement du budget économique prévisionnel. Il s'agit, en particulier, de l'expansion de l'ensemble des investissements publics et du renforcement des dépenses de fonctionnement, notamment les dépenses de soutien des prix à la consommation.

- Le financement bancaire : les crédits à l'économie s'inscriraient dans la ligne de leur rythme d'évolution des dernières années, stimulés en particulier par l'expansion des crédits à la consommation et ceux destinés au financement de l'immobilier. Dans ce cadre, la masse monétaire continuerait sa tendance à la hausse, favorisée par les entrées substantielles des avoirs extérieurs. Toutefois, elle serait marquée par un léger ralentissement en comparaison avec l'augmentation de 2007, étant donné les objectifs annoncés par Bank Al Maghrib en matière d'inflation.

- Les facteurs extérieurs : la demande mondiale adressée au Maroc s'accroîtrait de 5,6% au lieu de 7,6% en 2007 et le cours moyen du pétrole brut serait de 84 dollars/baril. De même, la parité euro/dollar serait de 1,42 au lieu de 1,37 en 2007, ce qui engendrerait une légère appréciation du dirham en 2008 par rapport au billet vert et une dépréciation vis-à-vis de l'euro. Concernant les transferts des MRE, les recettes du tourisme international et les flux des investissements directs étrangers, ils se maintiendraient dans la ligne de leurs rythmes tendanciels de 2007.

3.2. La croissance économique

L'évolution contraignante de l'environnement international montre que la demande extérieure ne serait pas en mesure de consolider la croissance économique nationale en 2008. En revanche, la demande finale intérieure et celle des touristes étrangers, en améliorations notables, engendreraient un dynamisme de tous les secteurs d'activités économiques et permettraient à la croissance de s'établir à 6,1% au lieu de 2,2% en 2007. Les secteurs non agricoles (y compris les impôts nets des subventions sur les produits) contribueraient globalement pour 4,7 points à cette croissance et le secteur primaire pour 1,4 point.

3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires

L'amélioration des activités non-agricoles concerne aussi bien le secteur secondaire (mines, énergie, industries manufacturières et BTP) que le secteur tertiaire (tourisme, télécommunications, commerce, transports, hébergement et restauration, services financiers et services des administrations publiques). En effet, la valeur ajoutée du secteur secondaire augmenterait d'environ 5,8% au lieu de 5,6% en 2007. En outre, les services dégageraient une valeur ajoutée en hausse de 4,8%. Dans ce cadre, la valeur ajoutée du secteur non agricole réaliserait une croissance de 5,2% au lieu de 5% une année auparavant.

Le dynamisme du secteur secondaire serait renforcé par les actions de politique économique retenues dans la loi de finances 2008. Au niveau **des industries de transformation**, plusieurs mesures seraient entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du « Plan Emergence ». Il s'agit de la promotion de sept secteurs dans lesquels le Maroc dispose d'avantages comparatifs élevés, en particulier les nouvelles technologies à forte valeur ajoutée telles que l'off-shoring, les composants électroniques de pointe, les équipements automobiles et les équipements aéronautiques. Cette stratégie repose également sur la consolidation des activités traditionnelles de l'industrie nationale, notamment, les textiles, et sur la valorisation des produits agricoles et des produits de la mer.

Un autre programme du développement industriel est en phase d'étude. Il s'agit du « Plan ENVOL » dont l'objectif est de renforcer le plan émergence et de promouvoir les secteurs technologiques de pointe sur toutes les régions du Royaume à travers le lancement de deux types de projets : les technopolis qui sont des parcs dédiés aux secteurs de la microélectronique et aux nanotechnologies avec des centres de développement des activités de recherche et développement.

Le deuxième projet « Projet MASCIR » (Moroccan Association for Scientific Innovation and Research) qui a pour mission de doter le Maroc d'une infrastructure physique et technologique, ainsi que de ressources humaines qualifiées.

Concernant **le secteur de l'énergie**, les mesures programmées portent essentiellement sur la réduction de la dépendance à l'égard des approvisionnements extérieurs et sur la sécurité énergétique du pays. La stratégie établie vise la diversification des sources d'approvisionnement, la mise en place d'un marché concurrentiel capable de peser sur les prix et l'intégration progressive du réseau national du gaz et d'électricité dans le marché intereuropéen de l'énergie.

Le secteur minier bénéficierait, pour sa part, d'une conjoncture favorable qui serait due au maintien prévisible du niveau élevé des prix des produits miniers sur le marché international et à l'accroissement de la demande extérieure pour les phosphates bruts et leurs dérivés. Cette situation serait soutenue par la mise en oeuvre de nouvelles conventions de partenariat en matière de production et de ventes des acides phosphoriques et des engrais.

Le groupe de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) poursuivrait la réalisation des projets de développement inscrits dans son plan quinquennal 2006-2010. Dans ce cadre, l'année 2008 connaîtrait le démarrage de la production du complexe phosphatier réalisé par le groupe brésilien BUNGE et l'OCP à Jarf-Lasfar. Cette usine produira 375 milles tonnes d'acide phosphorique et 300 milles tonnes d'engrais par an. Par ailleurs, la transformation du statut de l'OCP en société anonyme est de nature à renforcer la production des phosphates et à améliorer sa compétitivité internationale. Concernant les autres produits miniers, la forte demande mondiale enregistrée en 2007, orientant les cours miniers à la hausse, devrait se poursuivre en 2008.

L'activité **du BTP** continuerait également d'être stimulée par le dynamisme de l'investissement résidentiel et de l'expansion des investissements publics. Celui-ci devrait contribuer considérablement à l'amélioration de la valeur ajoutée de ce secteur, grâce au niveau élevé de l'investissement public consolidé, prévu à 106,9 milliards de dirhams au lieu de 98,93 milliards en 2007, soit une hausse de 8,1%. L'investissement du budget général, à lui seul, passerait de 24,9 milliards de dirham en 2007 à 32 milliards en 2008, soit une expansion de 29%.

Quant aux **services marchands**, ils bénéficieraient en 2008 d'un environnement favorable engendré essentiellement par l'effet d'entraînement qu'exercerait la relance du secteur agricole en raison des conditions climatiques prometteuses ayant caractérisé le début de l'année 2008. Il s'agit en particulier d'une éventuelle expansion des activités du commerce et des transports routier, ferroviaire et maritime. Le transport aérien, de son côté, continuerait de progresser à un rythme ascendant, favorisé par la signature de l'accord du ciel ouvert « open sky » avec l'Europe. Un nouvel accord de ce type a été signé récemment entre le Maroc et la Tunisie, destiné à accompagner les changements intervenus dans le secteur du transport aérien international.

Au niveau du tourisme, d'autres programmes de développement portant sur la relance du tourisme intérieur s'ajouteraient à la vision 2010. A cet effet, deux projets ont été élaborés pour développer ce type de tourisme, il s'agit du projet BILADI visant à augmenter le nombre de touristes internes à 7 millions en 2010, et d'encourager une partie de la population qui utilise des structures non payantes (famille, ami, etc..) à s'orienter vers des structures formelles (locations, camping, résidences touristiques, hôtels, etc..). Pour mener à bien ce projet, trois sites ont été déjà sélectionnés : Sidi Al Abed à El Jadida, Ifrane et Imi Ouadar à Agadir.

Le deuxième projet élaboré dans cette stratégie du tourisme intérieur s'intitule « Projet Mada'In » dont l'objectif est le repositionnement des centres d'intérêts touristiques déjà existants tels que Rabat, Fès, Meknès, Ouarzazate et Zagora.

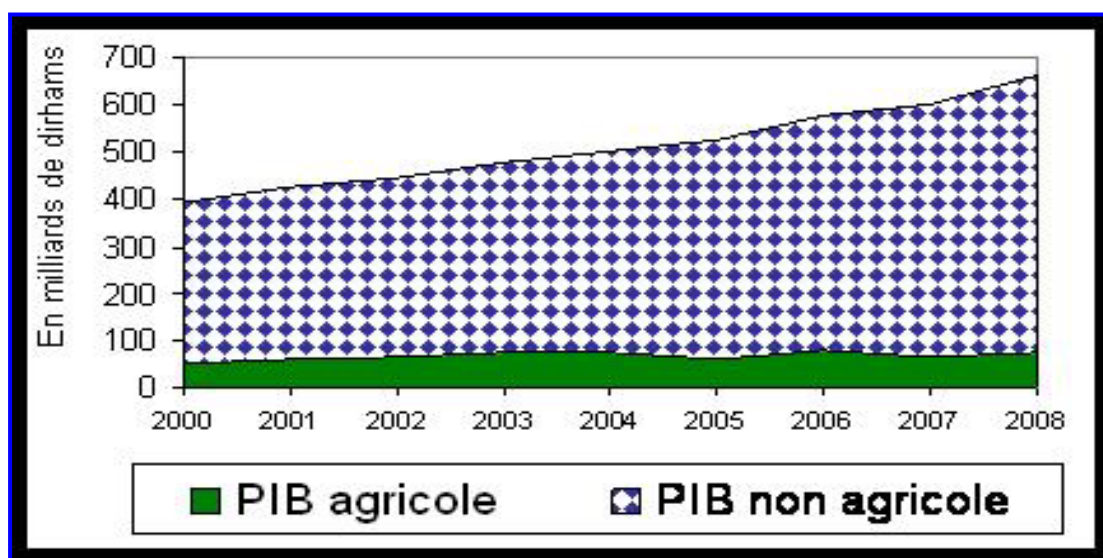
3.2.2. Le secteur primaire

Le lancement de la campagne agricole 2007/2008 s'est déroulé dans des conditions favorables malgré le léger retard des pluies enregistré au début de la campagne. Ainsi, les précipitations qu'a connues le Maroc ont renforcé le cumul pluviométrique moyen national qui s'est élevé à 169 mm au 15 janvier 2008, soit un excédent de 77% par rapport à la même date de la campagne précédente. De même, la superficie totale cultivée en céréales d'automne s'est élargie de 20% pour atteindre 4,8 millions d'hectares.

Cette situation permettrait de retenir l'hypothèse moyenne d'une production des cultures céréalières de l'ordre de 60 millions de quintaux au lieu de 20,4 millions enregistrés en 2007. La valeur ajoutée du secteur primaire s'accroîtrait ainsi, de 12,5% au lieu d'une baisse de 19,4% estimée pour 2007.

Globalement, il convient de noter que le PIB agricole continue de fluctuer autour d'un sentier d'évolution quasi stationnaire, alors que celui des activités non agricoles emprunte un rythme ascendant depuis le début de la décennie 2000. La contribution du PIB agricole qui était de l'ordre de 0,3 point à la croissance économique en moyenne annuelle durant la période 1998-2003, ne serait que de 0,1 point entre 2004 et 2008, alors que la contribution du PIB non agricole est passé respectivement de 3,5 points à 4,6 points en moyenne annuelle.

**Graphe n°5 : Evolution du PIB agricole et PIB non agricole
en prix courants durant la période 2000-2008**



3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut

➤ La consommation finale nationale

La consommation finale nationale en valeur serait en progression de 9,1% au lieu de 7,8% en 2007, due essentiellement à une forte croissance de la consommation des ménages résidents, sous l'effet de l'accroissement prévisible des revenus agricoles et de la consolidation des crédits à la consommation et des transferts des Marocains résidant à l'étranger. La consommation des administrations publiques s'accroîtrait pour sa part, de 10,3%, soit presque le même rythme qu'en 2007, favorisée par l'importance des dépenses budgétaires de fonctionnement programmées pour l'année 2008.

➤ L'investissement

L'investissement continuerait de progresser à un rythme élevé, encouragé par l'expansion de l'investissement du bâtiment et travaux publics. Il profiterait également de l'effet de levier engendré par les investissements publics

consolidés et par l'expansion des investissements directs étrangers au Maroc, supposés atteindre 30 milliards de dirhams au lieu de 33,4 milliards de dirhams enregistrés en 2007.

Dans ce cadre, la formation brute du capital fixe (FBCF) s'accroîtrait de 12,8% dépassant pour la première fois 211 milliards de dirhams et représenterait 32,2% du PIB. Elle serait également soutenue par les actions et mesures de politique économique entreprises par l'Etat visant à promouvoir l'investissement, à travers le démantèlement tarifaire en faveur des importations des biens d'équipement et l'importance du financement destiné à l'immobilier et à l'équipement.

Le secteur public devrait contribuer considérablement à l'effort d'investissement, avec un montant global s'élevant à 106,93 milliards de dirhams au lieu de 98,9 milliards en 2007. L'année 2008 serait marquée par la poursuite de la réalisation de projets de grande envergure dont certains présentent un caractère structurant.

La répartition de l'effort de l'investissement entre les différentes composantes du secteur public se présente comme suit : 32,9% pour le Budget général, les comptes spéciaux du Trésor et les services de l'Etat gérés de manière autonome, 5,6% pour les collectivités locales, 58,6% pour les établissements et entreprises Publics et 2,81% pour le Fonds Hassan II pour le développement économique et social. Concernant les dotations devant être mobilisées par ce fonds au titre de l'année 2008, elles totaliseraient un montant de 3 milliards de dirhams, confortant d'une manière substantielle l'effort d'investissement public dans plusieurs domaines.

Les programmes d'investissement financés dans le cadre des comptes spéciaux du Trésor et non couverts par des transferts du Budget général s'élèvent à 6,9 milliards de dirhams. Ils portent, principalement, sur le renforcement du réseau routier national, le soutien d'actions relevant des secteurs de l'agriculture, des eaux et forêts, de l'élevage, de l'audio-visuel, de l'habitat, de la justice, de la culture, des sports, d'appui aux jeunes promoteurs et le financement de programmes socioéducatifs.

Pour les budgets d'investissement des Collectivités Locales, ils seraient consacrés principalement à la mise en place des infrastructures destinées à améliorer les conditions de vie des populations. Les efforts seraient concentrés, particulièrement, sur l'extension et le renforcement des réseaux de voirie et d'assainissement, ainsi que sur les constructions d'infrastructures culturelles et sportives. Les dépenses y afférentes s'élèvent globalement à 6 milliards de dirhams environ.

S'agissant des programmes d'investissement des entreprises et établissements publics, y compris ceux du Fonds Hassan II, leur montant se situe à 62,7 milliards de dirhams environ, couvrant principalement les secteurs de l'énergie, des télécommunications, de l'habitat, de l'agriculture, de l'électricité, de l'eau potable, des phosphates et leurs dérivés, des autoroutes et des transports aérien, maritime et ferroviaire.

Globalement, les investissements publics concernent les secteurs d'activités suivants :

- le secteur de l'habitat : poursuite de la réalisation des villes satellites dans plusieurs villes du Royaume et du renforcement des programmes d'éradication de l'habitat insalubre ;

- le secteur routier : accélération du rythme de la réalisation du réseau autoroutier pour atteindre 150 Km en moyenne annuelle au lieu de 40 Km et des routes rurales à un rythme de 2000 Km par an au lieu de 1500 Km ;
- les chemins de fer : achèvement du doublement de la voie Fès-Meknès et de la desserte du complexe Tanger Med, réalisation de la desserte Taourirt-Nador, construction ou aménagement de gares et renforcement du parc de matériel roulant ;
- le secteur de l'énergie : poursuite de la réalisation des parcs éoliens, des centrales thermiques et hydrauliques dont la centrale thermo-solaire de Ain Beni Mathar dans l'Oriental. Les investissements de l'ONE dépasseraient le montant de 11 milliards de dirhams en 2008 ;
- les ports : renforcement des infrastructures portuaires de Casablanca, Jorf Lasfar, Dakhla et Lâayoune, en plus du complexe portuaire de Tanger Med ;
- les aéroports : extension des aérodromes et des aérogares de Casablanca Mohammed V, Nador Al Aroui, Marrakech Menara, Dakhla, Essaouira Mogador, Tanger et Al Hoceima dans la perspective de l'accueil de 10 millions de touristes à l'horizon 2010 ;
- le secteur de l'hydraulique : achèvement du projet de surélévation du barrage Sidi Mohammed ben Abdallah dans les environs de Rabat et poursuite des travaux de construction du barrage Ouirgane dans les environs de Marrakech ;

- le secteur de l'eau potable : poursuite du programme visant l'accélération de l'accès à l'eau des populations urbaines et rurales ainsi que l'adduction des zones d'activité économique notamment le complexe portuaire Tanger Med.

Parallèlement aux investissements publics, il est à rappeler l'importance des actions engagées dans le cadre du partenariat public-privé. Cette politique, qui implique le développement d'une culture de dialogue et de concertation entre les partenaires, vise à assurer une synergie des moyens et des compétences de l'ensemble des acteurs concernés pour la promotion de certains secteurs d'activité.

➤ **Le commerce extérieur**

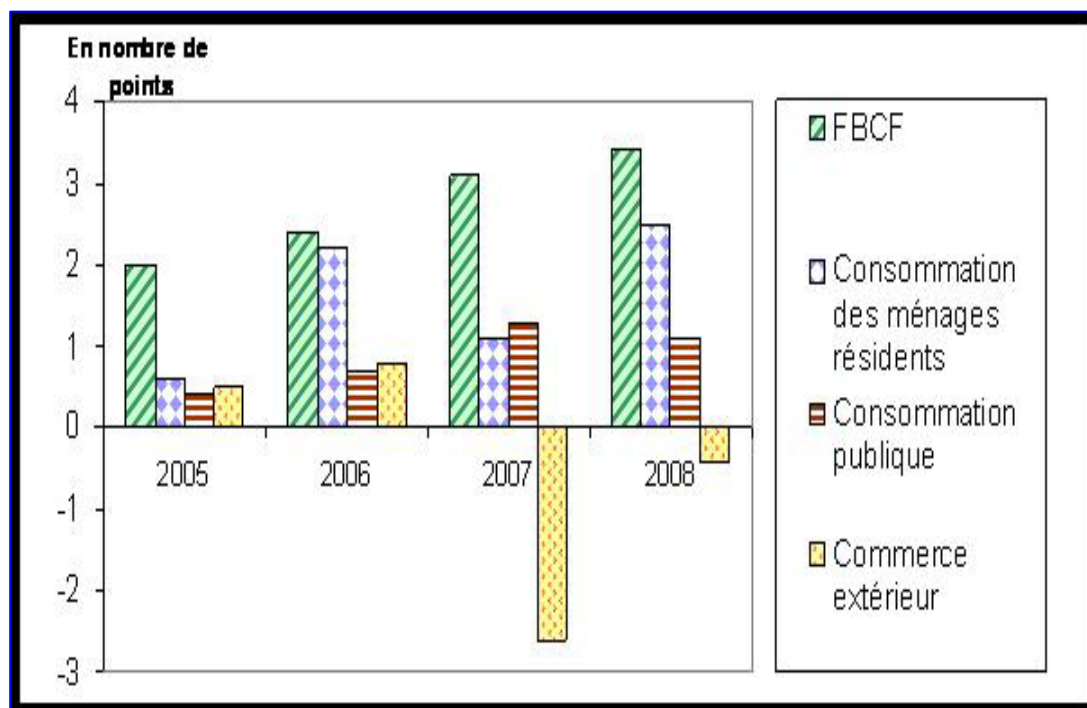
Les échanges extérieurs du Maroc seraient influencés par la baisse du rythme de croissance du commerce mondial en 2008, par la flambée des prix des matières premières, essentiellement le pétrole et par la poursuite de la dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro. Dans ce cadre, les exportations de biens et services marquées par un fléchissement de leur croissance en 2007, qui est passée de 14% en moyenne annuelle en 2005 et 2006 à 8,6%, devraient maintenir ce rythme d'évolution en 2008.

Parallèlement, les importations de biens et services, après leur spectaculaire expansion de 20,9% en 2007, enregistreraient un ralentissement suite au recul prévisible des importations du blé, auxquelles devrait se substituer la production nationale supposée atteindre 60 millions de quintaux en 2008. Elles augmenteraient, ainsi, de 11,2% en 2008, tendance qui resterait plus accélérée que celle des exportations. Par conséquent, le déficit en ressources (solde des échanges de biens et services), qui s'est accentué en 2007 pour représenter 11,1% du PIB, atteindrait 12% de celui-ci en 2008.

➤ La contribution des composantes du PIB à la croissance

La croissance économique continuerait d'être tirée largement par la demande intérieure. Celle-ci contribuerait pour 8 points à la croissance économique de 2008 au lieu de 6 points en 2007, alors que la contribution négative des échanges extérieurs de biens et services serait atténuée et passerait de -3,8 points en 2007 à -1,9 point de croissance en 2008. Au niveau de la demande intérieure, la contribution de la FBCF serait ascendante, passant de 2,4 points en 2006 à 3 points en 2007 et à 3,2 points en 2008 et celle de la consommation finale passerait de 3,7 points en 2007 à 4 points en 2008.

Graphe n° 6 : Evolution de la contribution des composantes du PIB à la croissance durant la période 2005-2008



4. Le financement de l'économie

4.1. L'épargne nationale

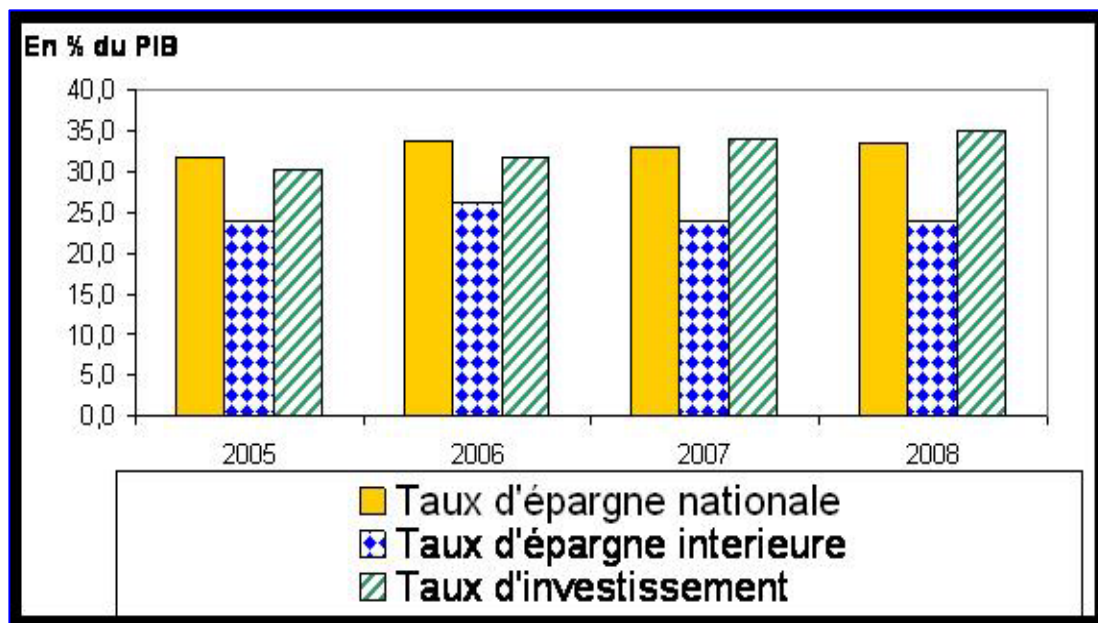
Le budget économique prévisionnel fait ressortir une progression de l'épargne nationale d'environ 10,3% se situant à 219,7 milliards de dirhams en 2008. Cette hausse serait attribuée à la consolidation des revenus des entreprises et des ménages, notamment les agriculteurs, ainsi qu'au renforcement des recettes de l'Etat.

Le PIB nominal, synthétisant le total des revenus détenus par l'ensemble des agents économiques nationaux, s'accroîtrait de 9,3% en 2008. En outre, les revenus nets en provenance du reste du monde seraient en augmentation de 11,5%, sous l'effet, essentiellement, de la consolidation des transferts des MRE. Cette évolution permettrait au taux d'épargne nationale d'afficher une légère augmentation en passant de 33,1% du PIB en 2007 à 33,4% de celui-ci en 2008.

La ventilation de l'épargne nationale permet de relever une stabilité de la part de l'épargne intérieure par rapport au PIB, qui se maintiendrait à près de 23,4% en 2007 et 2008, alors que la part des revenus en provenance du reste du monde (épargne extérieure) se renforcerait légèrement, passant de 9,8% du PIB en 2007 à 10% du PIB en 2008.

Le niveau d'épargne nationale prévu serait néanmoins, légèrement inférieur au montant de l'investissement brut (FBCF plus variation des stocks) dont le taux se situerait à 35,1% du PIB au lieu de 34,1% en 2007. Le compte épargne-investissement dégagerait, en conséquence, pour la deuxième année consécutive, un léger besoin de financement d'environ 1% et 1,7% du PIB, respectivement en 2007 et 2008 au lieu des excédents réalisés depuis la fin des années quatre vingt dix.

Graphe n° 7 : Evolution des taux d'épargne nationale, d'épargne intérieure et d'investissement durant la période 2005-2008



4.2. Les finances publiques

La politique budgétaire adoptée par les pouvoirs publics pour l'année 2008 se veut expansive, l'objectif visé est le soutien de la croissance économique et le développement social à travers les grands projets structurants d'infrastructures et d'habitat.

Dans ce contexte, les dépenses courantes de fonctionnement augmenteraient de 5,1% et représenteraient 21,3% du PIB en 2008. Cette hausse proviendrait de l'accroissement des dépenses en biens et services de 11,9%, de la masse salariale de 4% et des charges de compensation de 3,6%. De même, les investissements publics programmés dans le budget de l'Etat pour cette année enregistreraient une amélioration considérable de l'ordre de 29%.

Parallèlement, les recettes publiques pourraient progresser de 4,4% et atteindraient 22,8% du PIB selon les données de la loi de finances. Les recettes fiscales devraient s'accroître de 6,2%, alors que les recettes non fiscales seraient en recul de 9,8%.

La hausse des recettes fiscales serait due à l'expansion des recettes générées par l'impôt sur les sociétés, en liaison notamment avec la hausse des bénéficiaires des grandes sociétés et par l'impôt sur le revenu, suite à l'amélioration attendue des revenus des agents économiques. Au niveau des impôts indirects, la taxe sur la valeur ajoutée augmenterait selon un rythme élevé de l'ordre de 12,6%, sous l'effet de l'augmentation prévisible de la consommation des ménages et des réformes entreprises en matière de TVA. En outre, les droits d'enregistrement et de timbre seraient en hausse de 8,8%, alors que les recettes en matière des droits de douane continueraient leur tendance à la baisse, de l'ordre de 8,1% en 2008.

Quant aux recettes non fiscales constituées des recettes des privatisations, des monopoles et des autres recettes, elles seraient en régression de 9,8%.

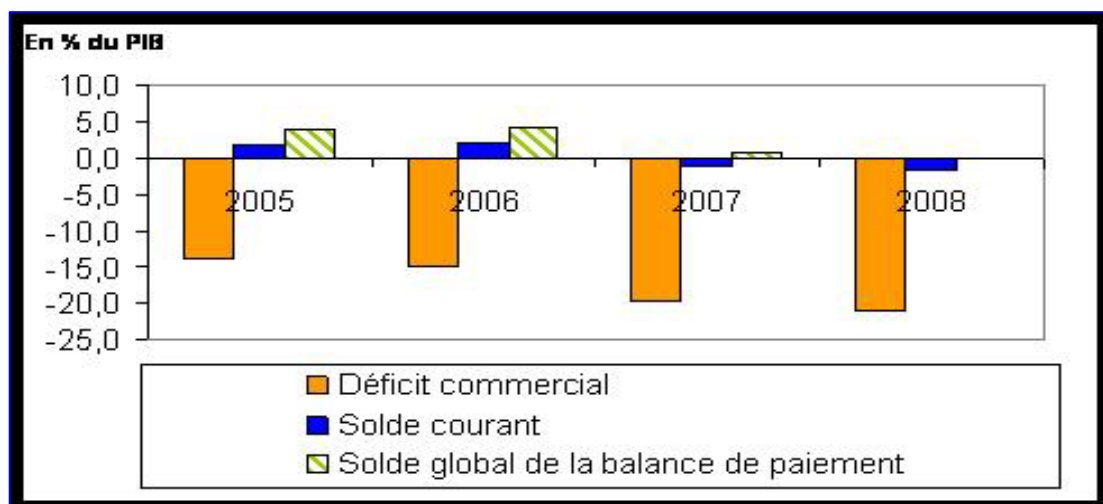
Dans ces conditions, l'excédent des recettes sur les dépenses ordinaires hors TVA des collectivités locales se traduirait en 2008 par une épargne publique (solde courant) représentant 1,6% du PIB au lieu de 1,9% en 2007. Cette épargne serait insuffisante pour financer la totalité des investissements publics qui représenteraient 4,9% du PIB. De ce fait, le déficit budgétaire augmenterait sensiblement tout en restant aux alentours de 3,1% du PIB en 2008 au lieu de 1,9% estimé en 2007.

4.3. Les finances extérieures

Les échanges extérieurs de biens et services enregistreraient, comme il est souligné plus haut, un déficit en ressources en accentuation en 2008. Les excédents générés par le compte des services n'arriveraient pas à couvrir le déficit structurel de la balance commerciale (marchandises).

Par ailleurs, avant l'année 2007 et pendant six années successives, le compte des revenus et des transferts avait toujours compensé, par ses excédents, les déficits en ressources et dégagait en conséquence, des épargnes positives. Depuis 2007, l'épargne extérieure est devenue négative, de l'ordre de 1% du PIB, tendance qui se maintiendrait en 2008, puisque le déficit des transactions courantes de la balance de paiements se situerait à 1,7% du PIB. Au niveau des opérations financières, les recettes des investissements directs étrangers sont supposées augmenter au même rythme que celui des deux dernières années, contribuant ainsi à la réalisation d'importants excédents du solde des opérations financières. Compte tenu des flux nets des emprunts publics extérieurs, le solde global de la balance des paiements dégagerait un léger excédent qui représenterait 0,1% du PIB au lieu d'environ 1% du PIB en 2007.

Graphe n°8 : Evolution des indicateurs des finances extérieures



4.4. La masse monétaire et ses contreparties

La masse monétaire augmenterait de 13,2% au lieu de 16% en 2007, soit à un rythme supérieur à celui du PIB nominal. Cette évolution se traduirait par une légère augmentation du taux de liquidité (hors agrégats de placement liquide) qui passerait de 107% en 2007 à environ 111% en 2008.

Au niveau des contreparties de la masse monétaire, les avoirs extérieurs nets seraient en progression de 0,4% et les crédits à l'économie de 13,2% par rapport à 2007. En outre, les créances sur le Trésor augmenteraient de 6,3% au lieu de 2,7% en 2007.

La structure des contreparties de la masse monétaire durant 2008 fait ressortir un recul de la part des avoirs extérieurs nets qui baisserait de 32,4% en 2007 à 28,7% en 2008, alors que celle des crédits à l'économie se maintiendrait à 67,8%. La part des créances sur le Trésor, quant à elle, serait de 11,6% au lieu de 12,4% en 2007.

La hausse du taux de liquidité permettrait de maintenir les taux d'intérêts à leur niveau actuel, ce qui serait favorable à l'activité économique en 2008. Il est à souligner que les interventions de Bank Al Maghrib ont permis de maintenir le taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un niveau proche du taux directeur et conforme à l'objectif de stabilité des prix, bien que son conseil d'administration ait constaté, lors de sa réunion du mois de septembre 2007, que la masse monétaire, tirée par la forte expansion du crédit, continue de progresser à un rythme accéléré qui serait de nature à affecter la tendance future des prix.

En guise de conclusion

L'économie marocaine commence à présenter des signes de détachement par rapport aux fluctuations de la production agricole. Elle est de plus en plus tirée par la demande intérieure et la demande des touristes étrangers. Les exportations de marchandises, quant à elles, n'ont pas encore atteint le rythme de croissance escompté, bien qu'elles disposent de grandes marges d'évolution à exploiter dans le futur.

ANNEXES STATISTIQUES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique mondiale selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2005	2006	2007*	2008**
-Monde.....	4,4	5,0	4,9	4,1
-Economies avancées.....	2,5	3,0	2,2	1,8
-USA.....	3,1	2,9	2,2	1,5
-Zone Euro.....	1,5	2,8	2,6	1,6
-Japon.....	1,9	2,4	1,9	1,5
- Pays en développement.....	7,0	7,7	7,8	6,9
- Asie	9,0	9,6	9,6	8,6
dont la Chine.....	10,4	11,1	11,4	10,0
- Afrique.....	5,9	5,8	6,0	7,0
- Amérique latine.....	4,6	5,4	5,4	4,3

* Perspectives du FMI, janvier 2008

Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2005	2006	2007*	2008**
- Prix à la consommation :				
- Economies avancées.....	2,3	2,3	2,1	2,0
- Pays en développement.....	5,2	5,1	5,9	5,3
Commerce mondial en volume.....	7,5	9,2	8,7	7,4
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)				
- Selon la Commission européenne....	53,3	64,3	70,6	78,8
- Selon le FMI.....	53,3	64,3	68,5	75,0
- Selon la Banque Mondiale.....	53,3	64,3	71,2	84,1
Parité Euro/dollar.....	1,18	1,25	1,37	1,42

Source : Les perspectives mondiales du FMI, de l'OCDE, de la Commission Européenne, décembre 2007 et celles de la Banque Mondiale, janvier 2008.

(*) : Estimations et (**) : Prévisions

ECONOMIE NATIONALE

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (En volume, prix de l'année précédente) (Variation en %)

	2005	2006	2007*	2008**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	-11,8	21,0	-19,4	12,5
• Valeur ajoutée non agricole.....	5,4	5,3	5,0	5,2
➤ Secteur Secondaire.....	6,5	4,7	5,6	5,8
➤ Secteur tertiaire.....	4,9	5,6	4,7	4,8
• Total des valeurs ajoutées.....	2,6	7,4	1,2	6,1
• Droits et taxes nets des subventions....	1,2	13,2	10,3	6,0
PIB en volume	2,4	8,0	2,2	6,1
Variation du prix implicite du PIB	2,0	2,0	2,3	3,0
PIB en valeur (millions de Dhs courants)	522649	575271	601558	657203
Variation en (%)	4,5	10,1	4,6	9,3

(*) : Estimations (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2008.

STRUCTURE DU PIB REEL
(en %)

Secteurs	2005	2006	2007*	2008**
Primaire	12,7	13,4	11,0	11,9
Secondaire	26,0	25,3	25,6	25,4
Tertiaire	61,3	61,3	63,4	62,7
Total	100	100	100	100

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2008.

EQUILIBRE DU PIB
Aux prix courants

RUBRIQUES	2005	2006	2007*	2008**
PIB.....	522649	575271	601558	657203
	4,5%	10,1%	4,6%	9,3%
Consommation finale, dont :	396578	428178	461412	503408
	3,6%	8,1%	7,8%	9,1%
-Ménages résidents.....	295578	322972	345580	375645
	2,5%	9,3%	7,0%	8,7%
-Administrations publiques...	100580	105207	115833	127763
	6,9%	4,6%	10,1%	10,3%
FBCF.....	149054	165301	187617	211631
	11,7%	10,9%	13,5%	12,8%
Variation des stocks.....	9078	16712	17450	18976
Exportations de biens et services.....	165386	189600	206426	224881
	13,3%	14,6%	8,9%	8,9%
Importations de biens et services.....	197027	224522	271346	301694
	14,6%	14%	20,9%	11,2%

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants.

- Variations en %.

- (*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2008.

EQUILIBRE DU PIB

(Croissance réelle en %)

RUBRIQUES	2005	2006	2007*	2008**
PIB.....	2,4	8,0	2,2	6,1
Consommation finale, dont:	1,4	5,0	5,0	5,2
-Ménages résidents.....	1,1	5,4	4,6	4,5
-Administrations publiques...	2,2	3,8	6,4	7,4
FBCF.....	7,4	8,3	10,5	10,3
Exportations de biens et services.....	10,3	10,5	5,6	6,2
Importations de biens et services.....	7,3	8,7	14,8	8,9

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2008.

CONTRIBUTION DES AGREGATS DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE

(En nombre de points de la croissance)

RUBRIQUES	2005	2006	2007*	2008**
PIB.....	2,4	8,0	2,2	6,1
Consommation Finale, dont :	1,0	3,8	3,7	4,0
-Ménages Résidents.....	0,6	3,1	2,6	2,6
-Administrations Publiques...	0,4	0,7	1,2	1,4
FBCF.....	2,0	2,4	3,0	3,2
Variation des stocks.....	-1,1	1,8	-0,7	0,8
Commerce extérieur de biens et services.....	0,5	0,0	-3,8	-1,9

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2008.

REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2005	2006	2007*	2008**
PIB.....	522649	575271	601558	657203
Revenu National Brut Disponible (RNBD).....	563722	622617	656065	717968
Consommation finale nationale.....	396158	428178	461412	503408
Epargne intérieure en % du PIB.....	24,2	25,6	23,3	23,4
Epargne nationale en% du RNBD.....	29,7	31,2	29,7	29,9

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2008.

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT

(En % du PIB)

Rubriques	2005	2006	2007*	2008**
Investissement brut.....	30,3	31,6	34,1	35,1
Revenus nets en provenance du reste du monde	7,9	8,2	9,8	10,0
Epargne nationale.....	32,1	33,8	33,1	33,4
Solde de financement.....	1,8	2,2	-1,0	-1,7

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2008.

LES FINANCES EXTERIEURES

(En Millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2005	2006	2007*	2008**
Exportations de biens et services¹	169997	198572	215711	234997
Variation en %	15,3	16,8	8,6	8,9
Importations de biens et services¹	203674	233561	282270	313839
Variation en %	15,7	14,7	20,9	11,2
Déficit en ressources..... (en % du PIB)	-6,7	-6,8	-11,1	-12,0
Solde courant (en % du PIB)	1,8	2,2	-1,0	-1,7
Réserves en mois d'importation de biens et services	9,9	10,0	8,9	8,0
Taux d'ouverture (X+M) / PIB	50,2	51,3	59,7	60,2

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2008.

(1) Il s'agit des exportations et importations des biens et services y compris les admissions temporaires

LES FINANCES PUBLIQUES
(Non compris part des collectivités locales dans TVA)
(En % du PIB)

Rubriques	2005	2006	2007*	2008**
Recettes ordinaires	23,5	23,5	23,9	22,8
- Recettes fiscales.....	19,3	19,7	20,7	20,1
Dépenses ordinaires.....	24,3	21,6	22,0	21,2
- Personnel.....	11,8	11,0	10,7	10,2
- Autres biens et services.....	7,0	5,2	5,5	5,7
- Intérêts de la dette.....	3,4	3,2	3,2	2,9
- Compensation.....	2,2	2,1	2,5	2,4
Solde courant.....	-0,9	2,0	1,9	1,6
Dépenses d'équipement.....	3,9	4,1	4,1	4,9
Déficit global (-)	-3,9	-1,6	-1,9	-3,1

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2008.

CROISSANCE DE LA MASSE MONETAIRE
ET DE SES CONTREPARTIES
(en %)

Rubriques	2005	2006	2007*	2008**
Avoirs extérieurs nets	15,7	15,0	9,3	0,4
Créances sur l'Etat	6,6	0,2	2,7	6,3
Concours à l'économie	11,2	16,3	28,7	13,2
Masse monétaire	14,3	17,0	16,0	13,2

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2008.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

(En %)

Rubriques	2005	2006	2007*	2008**
• Avoirs extérieurs nets	34,9	34,3	32,4	28,7
• Concours à l'économie	61,5	61,1	67,8	67,8
• Créances sur l'Etat	16,3	14,0	12,4	11,6
• Autres contreparties	-12,8	-9,4	-12,6	-8,1
Masse monétaire (M3)	100	100	100	100

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2008.